

# La pirogue

Programme de Solidarité Laïque en Afrique de l'ouest



Présentation  
du programme p 2-3

La rencontre  
de Dakar p 4 à 7

Les acteurs  
du programme p 8

Journal du programme de  
développement des réseaux pour  
l'éducation en Afrique de  
l'Ouest, soutenu par Solidarité  
Laïque et le Ministère des  
affaires étrangères français



**éditorial** *La pirogue* raconte l'histoire d'un projet qui est en train de voir le jour dans cinq pays pour mettre en place des actions d'éducation allant de la petite enfance à la formation des enseignants, en passant par l'éducation de base et la formation d'adultes. Animé par des personnes d'origines et de nationalités diverses, du Sud et du Nord, par des membres de la société civile, des éducateurs, des enseignants, ce projet vise à faire travailler ensemble les acteurs de l'éducation et à relier les actions menées dans les cinq pays. *Solidarité Laïque*, qui regroupe de nombreuses associations et organisations professionnelles françaises, apporte son expérience dans la conception et la coordination du programme, la mise en synergie des acteurs, la recherche des financements et la logistique. Ce programme est mené en partenariat avec le ministère français des Affaires étrangères qui participe à son financement à hauteur de 50 %. D'ores et déjà, des actions sont en cours. *La pirogue* essaiera d'être un trait d'union entre l'ensemble des acteurs, de rendre compte aussi régulièrement que possible de l'avancement des projets et de voir, très rapidement nous l'espérons, les progrès accomplis ensemble.

# Objectif général du programme...

## Éducation pour tous

En Avril 2000, le Forum Mondial de l'Éducation pour Tous, à Dakar, adoptait 6 objectifs : la prise en charge de la petite enfance, l'éducation primaire universelle d'ici 2015, l'apprentissage à la vie, l'éducation des adultes, l'élimination des discriminations liées au genre, la qualité de l'éducation.

## Bâtir un réseau

Le programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest s'inscrit dans ces objectifs. Son but est donc d'appuyer la mise en réseau et le renforcement de l'autonomie et des capacités collectives et individuelles des organisations de la société civile, pour améliorer le système éducatif au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal.

## Cinq pays

Le choix de concentrer les actions sur ces cinq pays correspond à la volonté d'accompagner les politiques et programmes nationaux de réforme de l'éducation mises en œuvre dans chacun de ces pays. Par ailleurs, actives depuis de nombreuses années dans ces pays, les organisations membres de

Solidarité Laïque impliquées dans le programme, ont noué des relations fortes et durables avec leurs partenaires du Sud (voir p. 8).

## ...et mise en oeuvre

### Une préparation minutieuse

Des séminaires dans chaque pays (entre mars et décembre 2005), des rencontres franco-africaines à Paris (novembre 2005 et 2006), à Ouagadougou (mars 2006) ont permis d'analyser les besoins et de définir la nature et le nombre d'actions du programme. Enfin, un premier bilan d'étape a pu être effectué lors d'une nouvelle rencontre à Dakar (avril 2007).

### Des partenaires du Nord et du Sud

Sur le terrain, les équipes croisent leurs expériences, partagent leurs compétences, leurs connaissances. Elles définissent ensemble les modalités d'action et les méthodes de travail.



La préscolarisation et la scolarisation des petites filles est aussi partie intégrante de l'appel de Dakar, en 2000, pour l'Éducation Pour Tous

## Éducation pour tous (EPT) RAPPORT MONDIAL DE SUIVI

En demandant aux gouvernements de développer et d'améliorer « sous tous leurs aspects » la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés, l'*Éducation pour tous* visait aussi en priorité la protection et l'éducation des enfants, de la naissance jusqu'à 8 ans.

Les programmes couvrent ainsi une série de besoins allant de la santé et la nutrition au développement cognitif, social et affectif. Les programmes destinés aux jeunes enfants sont en effet déterminants pour réaliser l'éducation de base pour tous et réduire la pauvreté, l'un des objectifs de développement primordiaux du millénaire. D'autres programmes visent

l'amélioration de la santé et de la nutrition, le combat contre le VIH/SIDA et la préparation des enfants à une transition en douceur vers l'école primaire. Le rapport suit les progrès accomplis dans la réalisation des cinq autres objectifs de l'EPT, notamment en ce qui concerne les enfants non scolarisés : actions des gouvernements pour réaliser l'EPT, aide des bailleurs de fonds...

Le rapport est enfin un plaidoyer pour un renforcement des programmes de protection et d'éducation de la petite enfance (PEPE), et évalue aussi les services fournis par les pays, en particulier aux enfants issus de groupes défavorisés ou vulnérables. Ces programmes sont par nature très variés, mais on peut discerner de nombreux aspects de bonnes pratiques. S'appuyant sur des statistiques internationales, sur des enquêtes sur les ménages, sur des consultations et des analyses de publications, le Rapport conclut par un bref programme d'action pour la communauté internationale.

On peut consulter le rapport et l'ensemble de la documentation sur [www.efareport.unesco.org](http://www.efareport.unesco.org)



La rencontre de Dakar a été accueillie par les partenaires du Sénégal

Avec le soutien du ministère des Affaires étrangères français

## La rencontre de Dakar pages 4 à 7

### Accueil officiel

Comme lors des rencontres précédentes, les travaux de la rencontre de Dakar (du 2 au 7 avril 2007) ont été salués par les autorités gouvernementales. À Dakar, cela fut fait en la personne de Mme Diop Mbaye, Directrice générale de l'ANCTP, qui est venue rappeler l'importance que son gouvernement accordait à la scolarisation des tout petits dans un processus d'amélioration de l'éducation.



Madame Ndeye Khady Diop Mbaye, Directrice générale de l'Agence nationale de la case des tout petits (ANCTP) - Sénégal

## Travailler ensemble

Le maître mot de ce programme, c'est bien celui-là. Si nous avons ensemble choisi un seul programme et pas un programme pour chaque pays, c'est parce que le pari a été fait qu'à plusieurs on est plus efficace que chacun isolé dans son coin.

Auparavant, il était habituel qu'une organisation d'un pays du Sud ait des relations avec une organisation du Nord et qu'ensemble elles conduisent une ou plusieurs actions. Sans toujours avoir connaissance de ce que pouvaient faire d'autres à quelques pas de là. Aujourd'hui, à travers ce programme, nous voulons faire en sorte que les expériences des uns puissent servir au plus grand nombre. Nous voulons pouvoir échanger nos expériences, mutualiser nos réussites, pour les démultiplier, et exprimer nos difficultés, voire les échecs, pour mieux les surmonter. Dans chaque pays un Comité national, composé de toutes les organisations



membres, fait le lien entre elles, mais aussi prend des décisions, choisit des projets, qu'il mène à bien avec des partenaires du Nord et du Sud... Ainsi, nous voulons créer un réseau qui relie ces cinq pays d'Afrique de l'Ouest, pour que l'éducation progresse partout. Et pour que les adultes de demain puissent mieux prendre en main leur destin !

## 45 actions engagées

*Globalement, ce sont ainsi 45 projets qui seront conduits lors de la première année de ce programme dans les quatre thématiques suivantes : la petite enfance, l'éducation non formelle, l'éducation de base, le développement local et la coopération décentralisée.*

### La petite enfance

Il s'agit de mettre en place des structures d'accueil de la petite enfance comme les clos d'enfants, de former des animateurs et des formateurs. Pour y parvenir, il est presque toujours nécessaire de réaliser un travail de sensibilisation auprès des populations, des familles, mais aussi des autorités locales et nationales.

### L'éducation non formelle

Les initiatives dans ce domaine consistent essentiellement en activités d'alphabétisation menées auprès d'adultes, notamment les mères éducatrices.

### L'éducation de base

Les actions menées consistent à renforcer et développer l'éducation pour tous à travers des stages de formation pour les enseignants, la réalisation de centres de documentation pédagogique.

### Le développement local, la coopération décentralisée

La réussite du programme repose également



*Les ateliers associés aux clos d'enfants permettent aux mères d'avoir des activités génératrices de revenus*

sur la capacité des acteurs de l'éducation à promouvoir et défendre l'éducation pour tous. C'est la raison pour laquelle sont conduites des actions de formation axées sur le dialogue social, notamment avec les institutions, et la communication (outils d'information de l'ensemble des acteurs, bénéficiaires, communautés,...) .

## Le financement de projets locaux

Pour renforcer les capacités d'intervention des partenaires du Sud, un Fonds d'Appui aux Initiatives Locales a été instauré. Il co-finance des projets locaux dans les quatre thématiques. Les projets retenus par appel d'offres font l'objet d'une convention de partenariat et le montant maximum du co-financement ne peut excéder 50% du montant global du projet.

Les comités nationaux dans chaque pays sont responsables de l'utilisation des fonds. Un bilan régulier d'attribution des sommes est fait.

Les organisations bénéficiant d'un co-financement, doivent transmettre des rapports aux comités nationaux sur l'utilisation effective des sommes allouées.

C'est donc en toute transparence qu'est exécutée la gestion financière des projets.

Pour assurer la plus grande équité dans la répartition des fonds, le coût maximum d'un projet FAIL a été fixé à 5500 euros.

### Le montant prévisionnel global du programme

Pour la première année, il s'élève à 538 000 €, dont 265 000 € accordés par le ministère des Affaires étrangères.

# La rencontre de Dakar

## La petite enfance

■ Après trois rencontres, septembre et novembre 2005, à Paris puis Niamey, et mars 2006 à Ouagadougou, les représentants des cinq pays se sont retrouvés à nouveau du 1<sup>er</sup> au 7 avril 2007 sur le thème de la petite enfance.

### Glossaire

Selon les pays, l'histoire de leur création, les conditions dans lesquelles elles ont été créées, les structures de petite enfance ont des appellations et des caractéristiques différentes

**AGR** : activité génératrice de revenus.

**clos d'enfants (Bénin, Niger)** : encadré par des mères éducatrices et adossé à des ateliers procurant des AGR aux mamans.

**CDPE (Mali)** : centre de développement de la petite enfance.

**Bisongos (Burkina Faso)** : structure communautaire légère accueillant des enfants de 3 à 6 ans.

**Case communautaire** : structure communautaire accueillant dès la deuxième année jusqu'à l'entrée à l'école primaire.  
**Keur Gounaye (Sénégal)** : clos d'enfants.

*La prise en charge de la petite enfance est une condition déterminante d'une bonne scolarité. En effet, elle permet les premiers apprentissages et la socialisation des petits de moins de 6 ans. Elle offre parfois aussi aux mères la possibilité d'accéder à des activités génératrices de revenus. C'est pourquoi, elle représente une part importante du programme, pour qu'à terme elle préfigure une véritable école maternelle publique.*

### Une mosaïque d'expériences

Dans chaque pays ont été mises en place des formes diverses d'accueil de la petite enfance. Du clos d'enfants, en passant par les cases communautaires, les structures dédiées à la petite enfance ont des formes et parfois des objectifs différents.

Ainsi, au **Bénin**, le programme consiste à pérenniser 8 clos d'enfants existant depuis 2001, mais qui doivent faire face aux départs nombreux et au renouvellement des mères éducatrices. Les clos, situés à 350 km de Porto-Novo, dans les quatre villages de Bessey, ne bénéficient d'aucun financement de l'Etat. La communauté participe, lorsqu'elle le peut, par une aide en nature, pour les collations servies aux enfants. Le Secours populaire français de la Sarthe participe depuis près de deux ans au fonctionnement des 8 clos. Narcisse Assogba, du Comité des activités éducatives du Bénin (CAEB), attend aujourd'hui les financements nécessaires à la réalisation des actions et si possible à l'extension des clos d'enfants à d'autres villages.

Au **Burkina Faso**, il s'agit de mettre en place des structures légères d'accueil de la petite enfance, dans la périphérie de Ouagadougou, dans ce que l'on appelle les quartiers non lotis. Ces structures communautaires, appelées *Bisongos (l'enfant bien dans sa peau)* doivent libérer les mères pour participer au développement économique et les petites filles pour être scolarisées. Anatou Kinda et les CEMEA Burkina Faso ont déjà formé 24 "*petites mamans*" (activités d'éveil, comptines, poésie, jeux mathématiques, visites d'autres structures...). Reste maintenant à construire les *Bisongos* après discussion avec les élus locaux. Anatou a bon espoir qu'ils voient le jour d'ici début juin.

Au **Mali**, dans le cadre de la convention programme, ce sont trois garderies d'enfants qui doivent prochainement voir le jour dans l'intercommunalité de Diombougou, à 600km au nord de Bamako. Des animatrices ont été formées avec les CEMEA Mali et le Syndicat National

pour l'Education et la Culture (SNEC), et les parents d'élèves sont sensibilisés à l'importance de cette préscolarisation en lien avec l'association des parents d'élèves du Mali (la FENAPEM). Pour Fomaro Keita, il faut que ce travail préparatoire soit rapidement concrétisé par l'apport des financements, sans quoi l'énergie dépensée pourrait rapidement retomber. D'autant plus que les communautés locales jouent le jeu en fournissant le terrain et en construisant les locaux pour ces structures.

Pour le **Niger**, Aminata Ganda, présidente de l'ONPPE décrit l'expérience récente aux confins du pays, une zone habitée par une population semi-nomade. En février dernier, avec l'organisation nigérienne pour la prime enfance (ONPPE) et la FICEMEA, une équipe est partie de Niamey vers Zalengué pour y mettre en route un clos d'enfants et former des mères éducatrices. Une structure de paillotes, construite par les villageois, témoigne de leur adhésion au projet. Au cours de la formation, les stagiaires ont pu apprendre à confectionner des jeux. Une part du budget est destiné à l'achat de nourriture (riz, mil...) permettant de donner des repas quotidiens aux enfants. Il a fallu aussi apprendre aux mères à utiliser ces aliments.

Au **Sénégal**, une formation d'une vingtaine d'animateurs a eu lieu en février 2006, avec les CEMEA Sénégal, la FICEMEA et le GREF. Ces animateurs, outre l'encadrement de la petite enfance, auront pour mission de démultiplier la formation auprès d'autres animateurs. Mame Ousmane Diene, responsable des CEMEA, évoque aussi, la formation de mères éducatrices des Keur Gounaye de Yembeul. Les visites effectuées au cours de la rencontre ont également permis de voir quelques réalisations (comptendu ci-contre).

### Les parents : un maillon essentiel

S'il est une implication sans laquelle tout effort sera vain, c'est bien celle des parents. Aussi, toute action est précédée d'un travail de sensibilisation et de concertation avec les parents.

## Des dispositifs divers

S'il s'agit parfois de les convaincre de l'importance de créer des lieux d'accueil, il s'agit de les associer au maximum à leur fonctionnement. La création de Comité de Gestion (COGES) permet de répondre à ce souci.

### Financement et pérennisation

Souvent, une inquiétude aura été exprimée : celle que suscitent les retards de financement. Il s'agit de ne pas démobiliser les acteurs, après le travail intense de sensibilisation qui a été accompli. La question qui revient ensuite, après celle du financement, est celle de la pérennisation. Comment s'assurer que les actions mises en oeuvre seront viables et prolongées dans le temps, voire transformées et améliorées en dispositifs permanents disposant d'un financement public ?

### Et demain ?

Chacun des participants a exprimé le souhait que soient multipliés les lieux d'accueil de la petite enfance. La rencontre aura été l'occasion de partager des expériences, des modalités d'action diverses, qui inspireront les actions à venir. La pérennisation si souvent évoquée reposera aussi sur de telles rencontres et sur la capacité de renouvellement et le développement d'actions de formation, formation d'animateurs et d'animatrices, mais aussi de formateurs en plus grand nombre qui seront autant d'acteurs irremplaçables.

## " Chaque enfant est unique "

*Au cours d'une conférence, la jeune Docteur Mame Ndella Diouf, pédiatre à l'hôpital Royer de Dakar, a montré combien le développement de l'enfant dépend de son environnement. Elle mettra l'accent sur plusieurs aspects comme l'alimentation qui joue un rôle primordial. Outre un apport nutritif, elle est aussi le temps où se tissent les relations mère-enfant. Par ailleurs, l'enfant ne peut garder son intégrité psychologique dans un milieu malsain car son organisme n'est pas encore immunisé, la petite enfance étant l'âge des maladies contagieuses. Enfin, une attention particulière doit être apportée à la vie affective de l'enfant. Aussi, les éducateurs doivent veiller à toujours agir en étroite collaboration avec les parents pour leur permettre de comprendre les besoins de leurs enfants sur le plan sanitaire et psychologique.*



**Mame Ndella DIOUF**  
pédiatre à l'hôpital  
Albert Royer de Fann  
(Dakar)

*La Docteur Diouf a enfin dit la nécessité de former les éducateurs pour que ceux-ci soient en quelque sorte les premiers dépisteurs des troubles éventuels de l'enfant.*

*Lors de la rencontre de Dakar, les participants ont consacré une demi-journée de la rencontre aux visites de structures mises en place dans trois localités proches de Dakar.*



**La case communautaire Louly Ndia**  
À quelques kilomètres au sud de Mbour, un groupe a rencontré Marie-Madeleine Korrea, qui anime "bénévolement" une case communautaire fréquentée par 58 enfants de 18 mois à 5 ans. La structure construite par une ONG allemande en 2001, survit aujourd'hui grâce à quelques dons et quelques faibles contributions des parents. La communauté, par contre, ne contribue pas et l'avenir de la structure ne repose

aujourd'hui que sur le dévouement des animatrices, qui parviennent dans ces conditions difficiles à offrir aux enfants un environnement éducatif de qualité. Aujourd'hui, l'État ne prend en charge que la formation des éducatrices. C'est pourquoi, Marie-Madeleine consacre aussi beaucoup de son temps à la recherche de financements.

### Les Keur Gouneyi

À Khodoba, à une cinquantaine de kilomètres de Dakar, sont implantés quatre Keur Gouneyi ou "maison des enfants". C'est dès 2004 que deux structures d'abord, puis quatre, ont accueilli une quin-

zaine d'enfants chacune, encadrés par quinze mères éducatrices qui se relaient chaque jour par groupe de deux. Deux coordinatrices vérifient chaque jour le bon fonctionnement des maisons. Ces



structures sont spécifiques au Sénégal, où d'autres formes d'accueil existent. Elles ont été initiées par les CEMEA Sénégal, mais n'ont vu le jour qu'après un travail de sensibilisation des familles de deux années. Lors de la visite, il a été possible d'observer les enfants au cours de moments de jeux, ainsi que lors de la collation.

**Case des tout-petits, à Dakar.** La structure prend en charge des enfants de 0 à 6 ans : éducation, santé, nutrition, protection, eau, hygiène, assainissement... sont au programme, pour mieux préparer à la scolarisation, à la promotion des droits de l'enfant et à une meilleure insertion au sein de la collectivité. École, case de santé, Centre de récupération nutritionnelle et d'éducation communautaire, la case des tout-petits cumule les fonctions. Deux bâtiments accueillent enfants et parents, cuisine, infirmerie, un bureau, magasin pour les vivres, toilettes adaptées et une cour.

Parents et grands parents sont associés, à travers notamment des contes et récits. La case des Tout-petits est aussi un lieu d'information et de formation des parents (hygiène, alimentation,...). La construction se veut enracinée dans la culture du pays et ouverte aux autres. 263 cases des tout-petits ont été construites depuis 2000.



# La rencontre de Dakar

## Les ambitions du programme

*Après la phase pilote du programme, où le temps a été pris pour définir les actions, les sélectionner et en prévoir la mise en oeuvre, le temps est venu de la réalisation. Ce temps de la rencontre avait pour but de faire le bilan des actions entreprises, des difficultés rencontrées par les comités nationaux de chaque pays et de tenter d'y remédier.*

La deuxième partie de la rencontre, du 5 au 7 avril 2007, a été consacrée au suivi global du programme. Elle s'est tenue en présence des responsables de chaque comité national et des membres du comité de pilotage. Il y a été fait un bilan des chantiers déjà entrepris, des chantiers qui restent à réaliser, ainsi que des difficultés rencontrées.

(1) Les actions dites « de terrain » sont des actions conçues et réalisées dans le cadre d'un partenariat Nord/Sud et dont la responsabilité de la gestion est confiée aux acteurs du Nord.  
(2) Les actions dites « FAIL » (Fond d'Appui aux initiatives Locales), sont des actions qui sont sélectionnées, sur appel d'offre auprès des acteurs de leur société civile respective, par les Comités nationaux du Sud qui en assurent la gestion, l'appui et le suivi.

### Un séminaire "politique" sous-régional

Ce séminaire avait pour objectif de faire l'état de l'avancée de la mise en réseau des acteurs de la Convention programme Afrique de l'Ouest. Chacun des cinq pays africains était représenté, ainsi que Solidarité Laïque et ses organisations membres impliquées dans le programme. Ce séminaire était aussi centré sur les aspects opérationnels, afin de permettre à tous les acteurs de s'approprier les moyens, outils, procédures et modalités de celle-ci.

L'inauguration par Madame N'Deye Khady Diop Mbaye, Directrice générale de l'Agence nationale de la Case des tout-petits du Sénégal, a été l'occasion de rappeler les résolutions et perspectives du séminaire « *petite enfance* » (pages précédentes).

Le bilan a été l'occasion de faire ressurgir les difficultés qui ont jalonné la mise en œuvre de cette première année de la phase 1 de la Convention programme (avril 2006 à mai 2007), et notamment les conséquences des retards de financement du ministère des Affaires étrangères, qui co-finance le programme à hauteur de 50 %. Le bilan a aussi fait apparaître la nécessité d'améliorer les dispositifs techniques et logistiques de communication.

### Des actions en cours

Un point précis sur les actions de terrain (1) et sur les actions FAIL (2) a fait apparaître que toutes les actions, qui ont pu recevoir un financement en temps et en heure, ont été réalisées ou sont en cours de réalisation, dans les échéances prévues. Ce qui est significatif de la vitalité et de l'efficacité de l'ensemble des acteurs, mais aussi des défauts chroniques de trésorerie des Comités nationaux, même si ceux-ci peuvent bénéficier d'avances partielles de Solidarité Laïque et des organisations membres qui en ont les moyens.

Le dispositif FAIL, qui responsabilise davantage les acteurs du Sud, a fait, quant à lui, apparaître des besoins en formation plus pointus, notamment en terme de maîtrise budgétaire et comptable. Des sessions de formation jugées prioritaires sont d'ores et déjà envisagées. Des

fonds nouveaux seront nécessaires à cet effet ; ainsi que pour l'amélioration des moyens de communication Nord/Sud et Sud/Sud et des moyens logistiques supplémentaires pour assurer l'appui et le suivi des actions FAIL.

### Des responsabilités locales

Le dispositif FAIL a aussi d'autres conséquences, notamment celles, positives et induites dans sa logique même, qui participent de l'élargissement et de l'enrichissement du réseau. Chaque acteur de la société civile, dont l'action est sélectionnée par le Comité national du pays concerné, devient de fait un membre à part entière de celui-ci. Ce qui implique une vigilance accrue dans la sélection des projets opérée et des modalités de gestion plus strictes encore de ces comités.

Ce dispositif nouveau conduit aussi à un recentrage des synergies Nord/Sud, la gestion du dispositif FAIL étant confiée aux Comités nationaux du Sud.

Les conditions de réalisation de cette première année ont été dûment planifiées et les conditions de lancement de la deuxième année ont été fixées, programme à l'appui. Solidarité Laïque a insisté sur le respect des délais de réalisation des actions, dès lors que les fonds attendus seront versés ; ainsi que sur l'urgence qu'il y avait à ce que chaque Comité national fasse parvenir les projets FAIL sélectionnés, selon la procédure adoptée et largement rappelée.

### Un réseau se construit

Ce Séminaire, sans complaisance, a aussi mis l'accent sur la capacité des acteurs du Sud à rechercher des partenaires financiers dans leurs propres pays, sur la pérennisation des actions et sur le développement de l'information et de la formation en réseau Sud/Sud, non seulement au sein de chaque pays mais aussi entre ceux-ci, en s'appuyant sur les nombreuses compétences des acteurs du Sud. Ainsi, voit-on se constituer, de façon encourageante et effective, un réseau d'échange et d'appui Nord/Sud et Sud/Sud.

## Voici une liste non exhaustive des actions inscrites dans le programme

### BÉNIN

- Extension et renforcement des clubs de découverte Scientifique et des Unités Scouts Scolaires
- Stage de formations de cadres formateurs sur la conduite de projets de chantiers de jeunes et le partenariat Nord-Sud
- Appui à la prise en charge des enfants des rues, de l'enfance déshéritée et des jeunes en difficultés
- Consolidation du mouvement du Scoutisme Béninois et des associations béninoises ayant signé la charte de la Convention Programme

### BURKINA FASO

- Formation des Encadreurs de Jeunes Enfants (EJE) et des enseignants en matière de prévention VIH/SIDA
- Formation en TIC : formation de formateurs
- Renforcement des capacités d'intervention des organisations burkinabés à travers des formations au dialogue social et à la négociation collective
- Alphabétisation en langue nationale (gourmantchéma) dans 15 villages de la province de Gnagna
- Développement de deux structures d'accueil et l'encadrement pour les enfants de 3 à 7 ans dans les zones périphériques de Ouagadougou

### MALI

- Formations pour le renforcement des compétences des enseignants
- Formation à la communication orale
- Formation à la négociation collective
- Campagnes de sensibilisation pour la scolarisation des filles, prise en charge de la petite enfance, appui au fonctionnement du secrétariat exécutif
- Mobilisation générale des parents d'élèves

### NIGER

- Formation en communication, en négociation, en Publication Assistée Par Ordinateur, en documentation et archivage
- Réalisation et édition d'un journal
- Appui au fonctionnement d'un centre de documentation pédagogique et informatique
- Appui à la prise en charge de la prime enfance
- Formation initiale et continue des enseignants contractuels.

### SENEGAL

- Formation des enseignants et animateurs à la pédagogie différenciée, à travers des séminaires et des ateliers de formations
- Développement des structures de prise en charge des moins de 7 ans dans la commune de Yeumbeul,
- Renforcement des capacités des mères éducatrices et des formateurs du préscolaire
- Appui aux mères de la commune (lutte contre la pauvreté)
- Formations de formateurs
- Appui aux Associations de Parents d'élèves à travers des ateliers et sessions de formation

## Les enjeux de la communication

Parce qu'il y a les distances, parce que les liaisons sont parfois encore difficiles, parce que les habitudes de travail sont différentes, la qualité de la communication est importante. Elle conditionne des économies de temps et d'argent. De ce point de vue la mise en oeuvre d'outils de communication efficaces est un enjeu du programme, qu'il s'agisse de l'utilisation de l'Internet

ou de la communication écrite, qu'il s'agisse de la communication entre les différents acteurs du programme (essentielle pour une bonne coordination) ou de la communication externe. Cette dernière doit permettre de faire connaître le programme, de renforcer les soutiens, mais aussi d'élargir son action et d'étendre le réseau qui est en train de se constituer autour de l'Éducation pour tous.



*Faire connaître les enjeux de l'Éducation pour tous, une mission qui ne souffre aucun relâchement.*

## L'interpellation de Dakar, avril 2007

*Les partenaires du PRODERE Afrique de l'Ouest réunis en séminaire du 5 au 7 avril 2007 à DAKAR, se sont inquiétés des conditions dans lesquelles ils ont été placés pour la réalisation des actions du programme, en raison des retards dans la mise en place de la convention et de la difficulté alors de finaliser les actions dans les délais prévus. En effet, les partenaires du Sud ne peuvent engager les dépenses avant d'avoir perçu les financements et les avances des partenaires Nord ne peuvent suffire. C'est pourquoi les partenaires du PRODERE Afrique de l'Ouest, représentant les associations du Bénin, du Burkina Faso, de France, du Mali, du Niger et du Sénégal, ont souhaité une intervention rapide auprès du ministère des Affaires étrangères français, afin d'accélérer le versement de la première tranche et de convenir d'un délai raisonnable pour finaliser l'année 1.*

# Sud et Nord réunis

*Le programme d'action rassemble des acteurs du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal et de France. Parmi eux, des associations, des mouvements de jeunesse, des éducateurs, des enseignants, des membres de la société civile, des syndicats...*

## **Au Sud : un réseau de partenaires diversifié et complémentaire**

Constituées en réseaux nationaux, les organisations du Sud impliquées dans le programme interviennent toutes pour la réalisation des Objectifs de Dakar de l'Education Pour Tous. La pluralité des organisations partenaires impliquées constitue un vivier d'acteurs et d'experts agissant et intervenant en matière d'éducation aussi bien au niveau local que national. Cette diversité et cette complémentarité permet une approche intégrée du Programme et une vision pluraliste des questions éducatives.

## **Des associations de développement, de formation et d'animation**

CEMEA Burkina Faso, Association pour le Soutien à l'Education pour Tous - ASEPT (Burkina Faso), Association Solidaire pour le Développement de l'Ecole- ASSODEC (Burkina Faso), Association SIRAYIRI Formation - ASF (Burkina Faso), Association pour le Développement de Pô - ADPO (Burkina Faso), Association FIMBA (Burkina Faso), Association Burkinabé des Œuvres Laïques - ABOLA (Burkina Faso), Association DIKOSON (Burkina Faso), Conseil des Activités Educatives du Bénin - CAEB (Bénin), Scoutisme Béninois (Bénin), CEMEA Mali, Organisation Nigérienne pour la Promotion de la Prime Enfance - ONPPE (Niger), Scouts du Niger (Niger), Association Hed Tamat (Niger), Cauris Education (Sénégal), CEMEA Sénégal (Sénégal), Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal - EEDS (Sénégal)

## **Les groupements locaux - villageois**

Comité de Pilotage de la Commune du Diombouxu - CPCD (Mali), Comité de Suivi de la ville de Khandane (Sénégal)

## **Des associations de Parents d'Elèves**

Association des Parents d'Elèves - Agadez (Niger), Conseil National des Associations de Parents d'Elèves du Primaire - CNAPEP (Burkina Faso), Fédération Nationale d'Associations des Parents d'Elèves - FENAPEB (Bénin), Union Nationale des Associations des Parents d'Elèves des Etablissements de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle - UNAPET-FP (Bénin), Fédération Nationale des Parents d'Elèves et d'Etudiants du Mali - FENAPEEM (Mali), Fédération des Associations de Parents d'Elèves et d'Etudiants du Sénégal - FENAPES (Sénégal).

## **Des syndicats**

Syndicat National des Enseignants Africains du Burkina - SNEAB (Burkina Faso), Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur - SNESS (Burkina Faso), Syndicat National de l'Education et de la Culture - SNEC (Mali), Syndicat National des Enseignants du Niger - SNEN (Niger), Syndicat National des Agents de la Jeunesse, de la Culture et des Sports - SYNAJECS (Niger).

## **Au Nord**

### **Organisations membres de Solidarité Laïque**

#### **Les associations d'éducation populaire**

Les CEMEA, la Ligue de l'Enseignement, les Eclaireuses et Eclaireurs de France, les Francas, le GREF, l'ICEM.

#### **Les associations de parents d'élèves**

La Fédération des Conseils de Parents d'Elèves - FCPE

#### **• Les syndicats**

Le SNU-IPP/FSU, le SGEN-CFDT, l'UNSA-Education.

## *De solides valeurs communes*

*L'action de Solidarité Laïque et de ses organisations membres se situe dans le cadre de l'accès aux droits fondamentaux à destination des populations affectées par toutes les formes d'exclusion ; il s'agit pour elles d'œuvrer à la réalisation, à tous les niveaux, de politiques de coopération et de développement privilégiant le développement durable, la lutte pour la réduction des inégalités et la mise en place d'un partenariat équilibré entre les différents acteurs. Solidarité Laïque et ses organisations membres interviennent concrètement par l'appui à des organisations qui mettent en œuvre des actions en faveur de l'insertion sociale, économique, culturelle, politique et civile des populations locales.*



*Une partie des participants de la rencontre de Dakar, devant le stade Léopold Sedar Senghor, à l'issue des travaux.*